

Une étude



pour



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les Français et les nouvelles mesures pour l'École

Novembre 2024

Julien Potéreau, Directeur d'études au Département Politique – Opinion

Hadrien Gouttefangeas, Chargé d'études senior au Département Politique – Opinion

Gabriel Riedler, Chargé d'études au Département Politique – Opinion



Sommaire

Méthodologie d'enquête **P.3**

Un regard globalement positif sur les différentes mesures proposées **P.5**

Le harcèlement scolaire, un sujet prioritaire et une volonté de fermeté **P.12**

Méthodologie d'enquête



Enquête réalisée **en ligne** du **31 octobre** au **4 novembre 2024**.



Échantillon de **1028** personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus



Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : **sexe**, **âge**, **catégorie socioprofessionnelle**, **région** et **taille d'agglomération** de l'interviewé(e).



Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en italique sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne.
- Une lecture auprès des parents d'élèves de maternelle au lycée est indiquée dans le rapport. Si la plupart du temps les résultats sont affichés en fonction des niveaux d'enseignements concernés, un indice global est également utilisé, regroupant l'ensemble des parents ayant au moins un enfant entre la maternelle et le lycée, sous l'appellation « Ensemble des parents d'élèves »

Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

Note de lecture : dans le cas d'un échantillon de 1 000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 1,8. Il y a donc 95% de chance que le pourcentage réel soit compris entre 8,2% et 11,8% (plus ou moins 1,8 points).

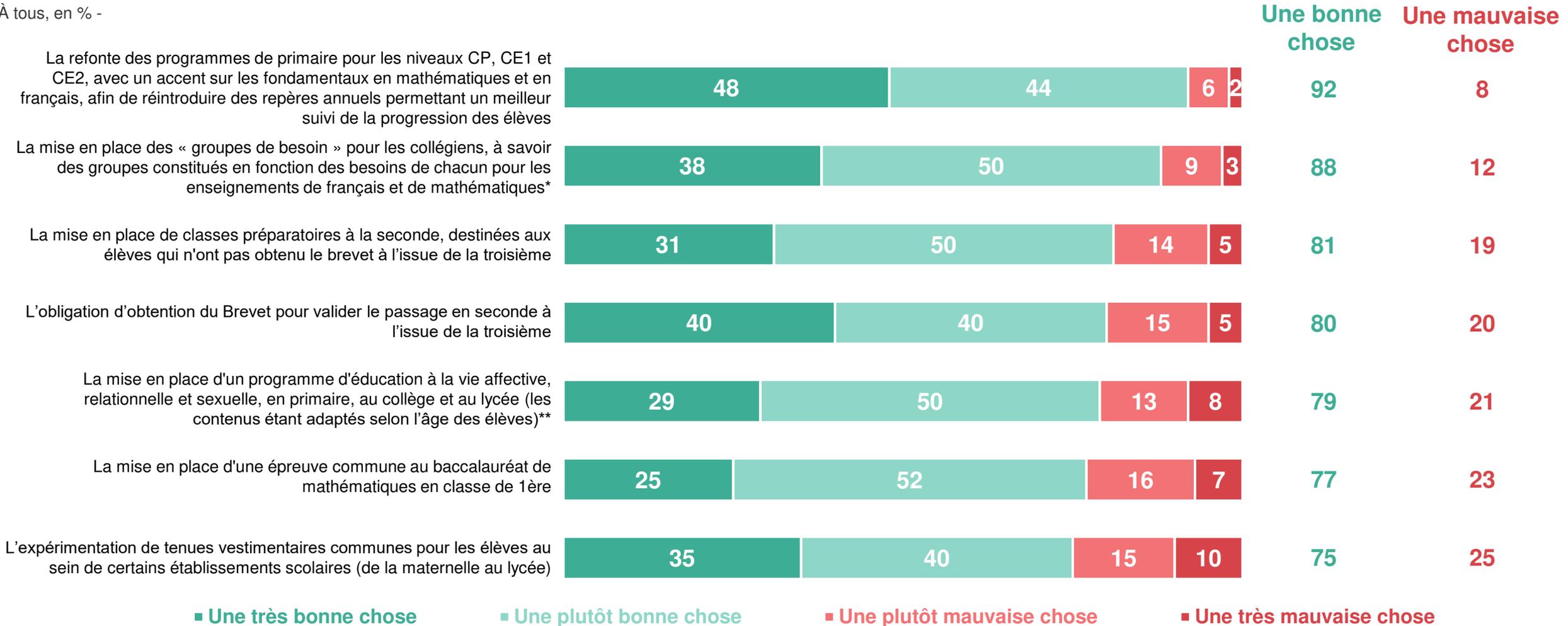


Un regard globalement positif sur les différentes mesures proposées

Chacune des mesures proposées est perçue comme une bonne chose par au moins 3/4 des Français et certaines d'entre elles obtiennent même une quasi-unanimité comme la refonte des programmes du CP au CE2 et la mise en place des groupes de besoin pour les collégiens

Voici un certain nombre de mesures pour l'École en France, certaines d'entre elles étant déjà appliquées pour l'année scolaire 2024-2025 ou susceptibles d'être appliquées en cours d'année. Personnellement, chacune des mesures suivantes est-elle selon vous une bonne ou une mauvaise chose ?

- À tous, en % -



* Pour les deux disciplines, il s'agit de réunir en groupes les élèves de plusieurs classes en fonction des besoins, des difficultés momentanées rencontrées ou des nécessités d'approfondissement identifiées par leurs professeurs

** A travers la mise en œuvre par les établissements de trois séances annuelles d'éducation à la sexualité, avec un programme structuré pour en garantir l'application affective

De manière générale, les parents d'élèves des différents niveaux d'enseignement portent un regard relativement similaire à celui de l'ensemble des Français sur le bien-fondé de ces mesures

Voici un certain nombre de mesures pour l'Ecole en France, certaines d'entre elles étant déjà appliquées pour l'année scolaire 2024-2025 ou susceptibles d'être appliquées en cours d'année. Personnellement, chacune des mesures suivantes est-elle selon vous une bonne ou une mauvaise chose ?

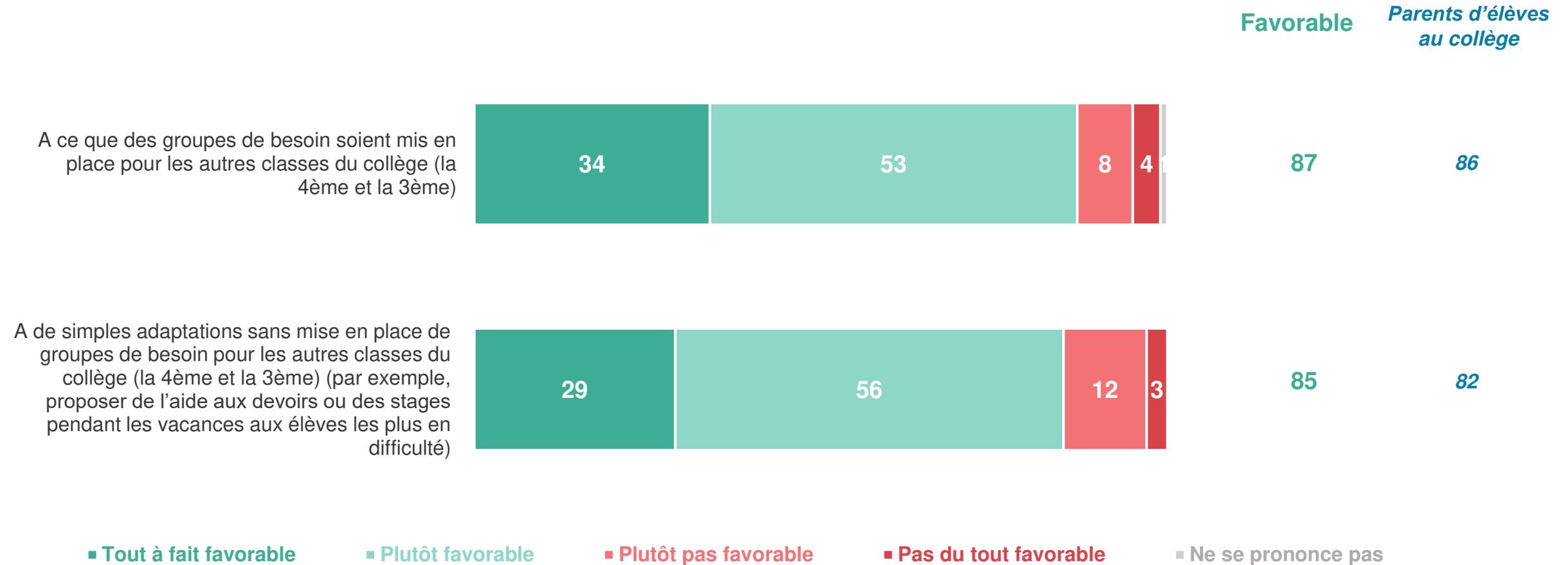
- À tous, en % de réponses « Une bonne chose » -

		Parents d'élèves...			
		en maternelle	en primaire	au collège	au lycée
La refonte des programmes de primaire pour les niveaux CP, CE1 et CE2, avec un accent sur les fondamentaux en mathématiques et en français, afin de réintroduire des repères annuels permettant un meilleur suivi de la progression des élèves	92	83	87	90	91
La mise en place des « groupes de besoin » pour les collégiens, à savoir des groupes constitués en fonction des besoins de chacun pour les enseignements de français et de mathématiques	88	83	86	84	89
La mise en place de classes préparatoires à la seconde, destinées aux élèves qui n'ont pas obtenu le brevet à l'issue de la troisième	81	81	78	77	84
L'obligation d'obtention du Brevet pour valider le passage en seconde à l'issue de la troisième	80	83	85	79	78
La mise en place d'un programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, en primaire, au collège et au lycée (les contenus étant adaptés selon l'âge des élèves)	79	71	78	76	81
La mise en place d'une épreuve commune au baccalauréat de mathématiques en classe de 1ère	77	79	75	75	74
L'expérimentation de tenues vestimentaires communes pour les élèves au sein de certains établissements scolaires (de la maternelle au lycée)	75	73	79	70	73

L'élargissement de la mise en place des groupes de besoin aux classes de 4^{ème} et 3^{ème} reçoit l'approbation d'une large majorité des Français, qu'ils soient appliqués de manière totale ou partielle

Pour cette rentrée 2024-2025, seules les classes de 6^{ème} et de 5^{ème} sont concernées par la mise en place de groupes de besoin, réservées aux enseignements de mathématiques et de français. Personnellement, seriez-vous favorable ou non ... ?

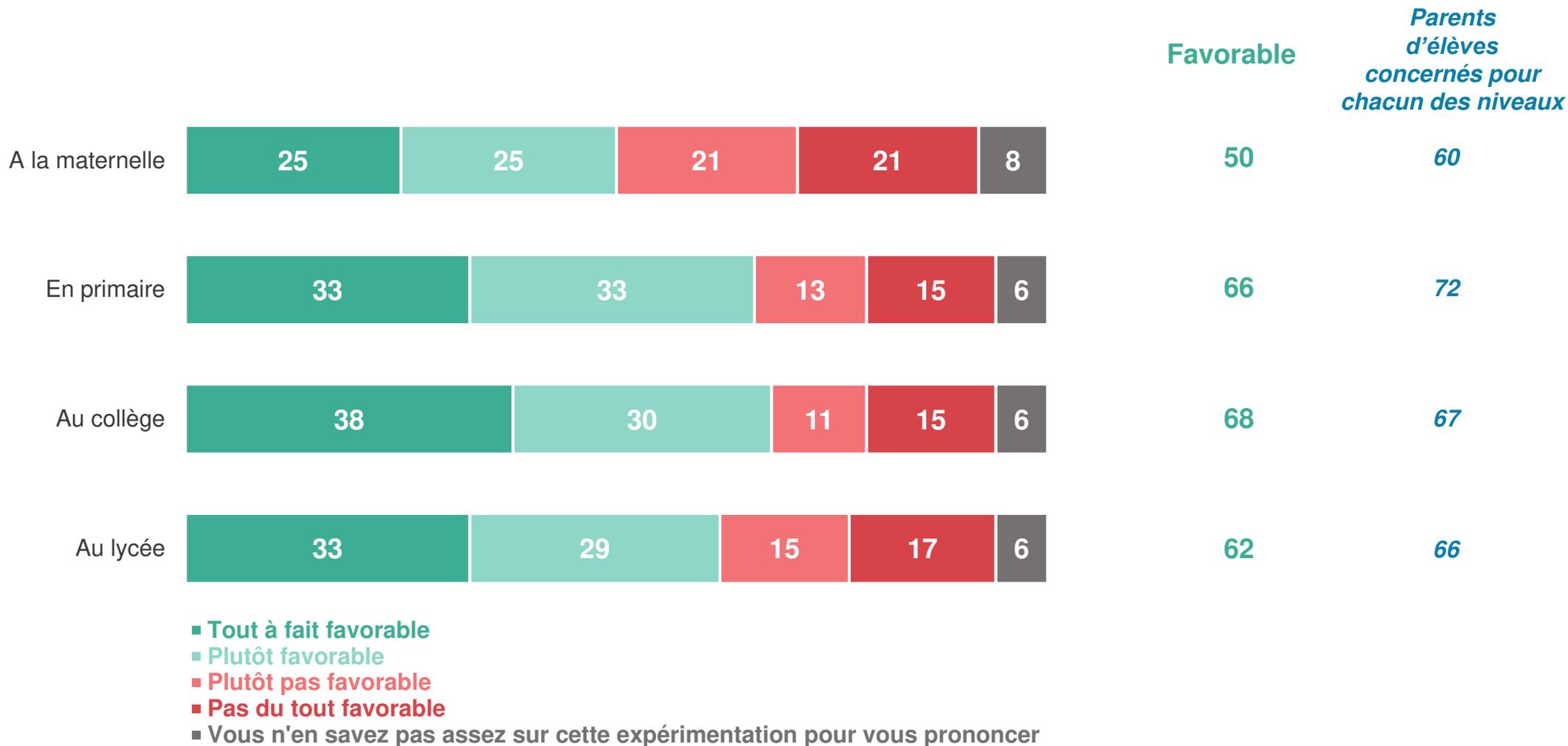
- À tous, en % -



Si plus de 6 Français sur 10 soutiennent le projet de tenues vestimentaires communes pour l'ensemble des élèves de primaire, collège et lycée, ils sont un peu plus partagés concernant son adoption en maternelle

Pour cette rentrée 2024-2025, une centaine d'établissements de la maternelle au lycée testent la mise en place de tenues vestimentaires communes pour les élèves. Personnellement, seriez-vous favorable ou non à ce que ces tenues vestimentaires communes soient adoptées dans les prochaines années pour tous les élèves... ?

- À tous, en % -



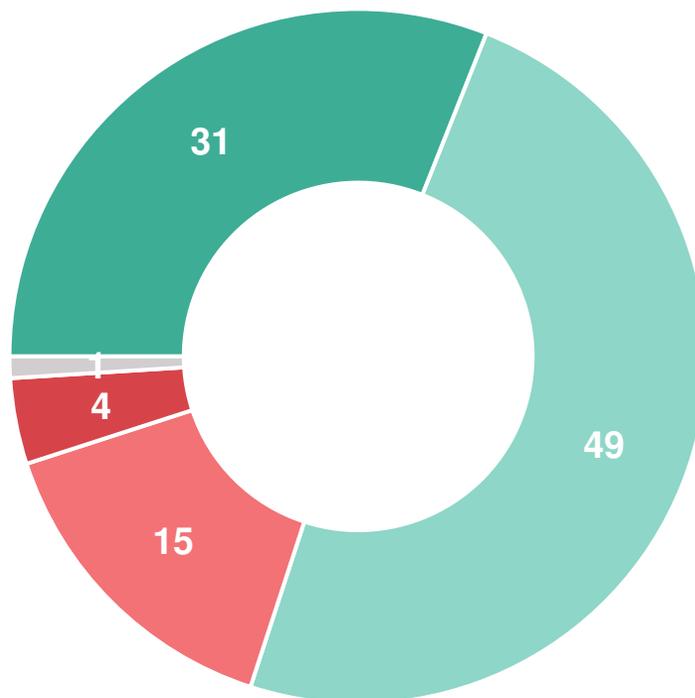
Une large majorité de la population française estime que les différentes mesures mises en place pour renforcer la sécurité dans les établissements scolaires les plus difficiles sont efficaces, un regard partagé par l'ensemble des parents d'élèves

Dans les 400 établissements scolaires de France jugés les plus difficiles, le Ministère de l'Education nationale a mis en place différentes mesures pour renforcer la sécurité des élèves et des personnels (recrutements, caméras de sécurité, alarmes, formation des personnels, etc.). Personnellement, estimez-vous qu'il s'agit de mesures efficaces ou non pour améliorer la sécurité dans ces établissements ?

- À tous, en % -

Oui : 80%

65 ans et plus: 86%



Non : 19%

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne se prononce pas

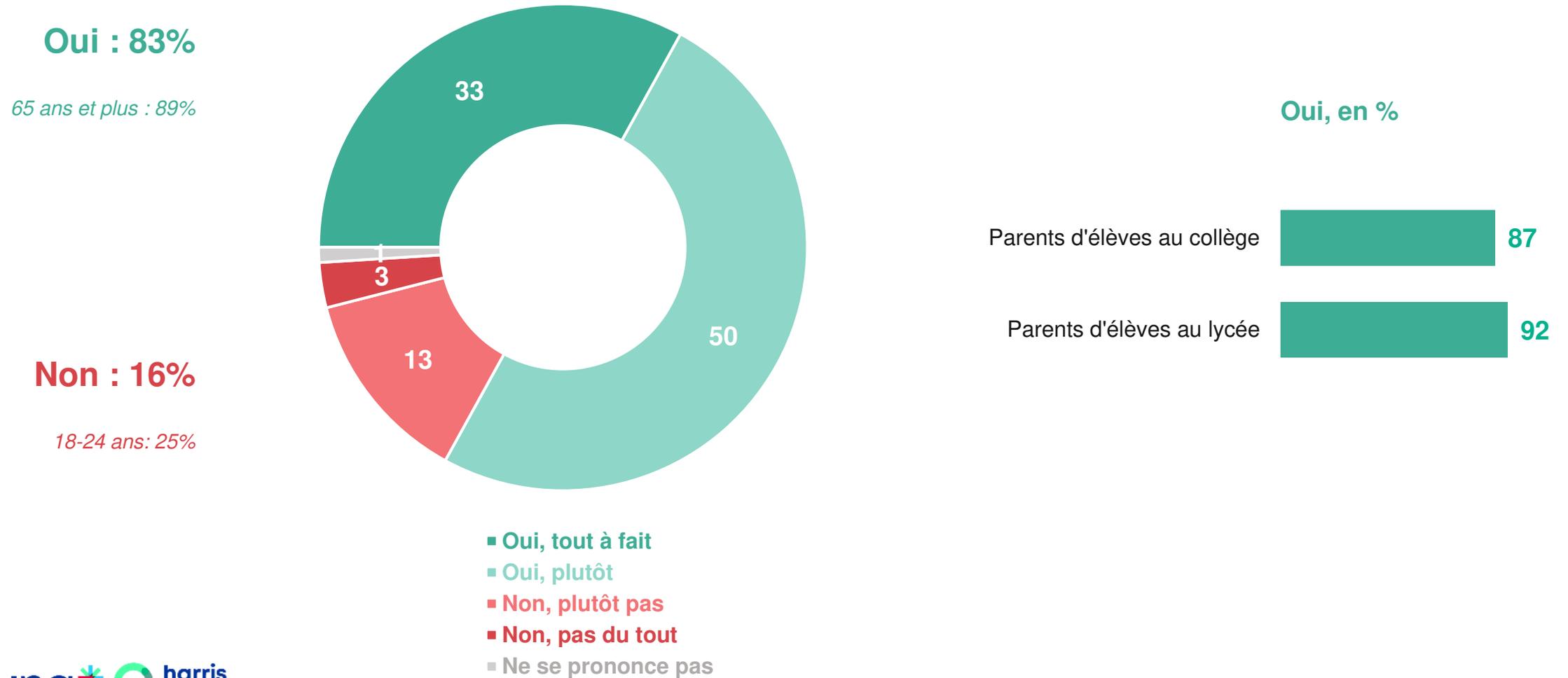
Oui, en %

Parents d'élèves en maternelle	83
Parents d'élèves en primaire	86
Parents d'élèves au collège	83
Parents d'élèves au lycée	85

Par ailleurs, plus de 8 Français sur 10 jugent également efficace le recrutement de personnel de sécurité supplémentaire dans les collèges et lycées les plus difficiles

La ministre envisage de recruter du personnel de sécurité supplémentaire dans les 150 collèges et lycées jugés les plus difficiles. Personnellement, estimez-vous qu'il s'agit d'une mesure efficace ou non pour améliorer la sécurité dans ces établissements ?

- À tous, en % -



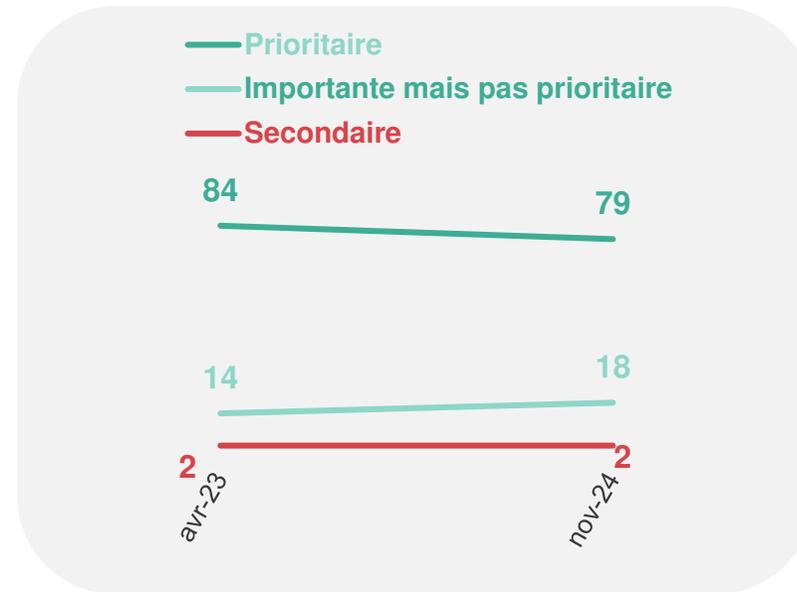
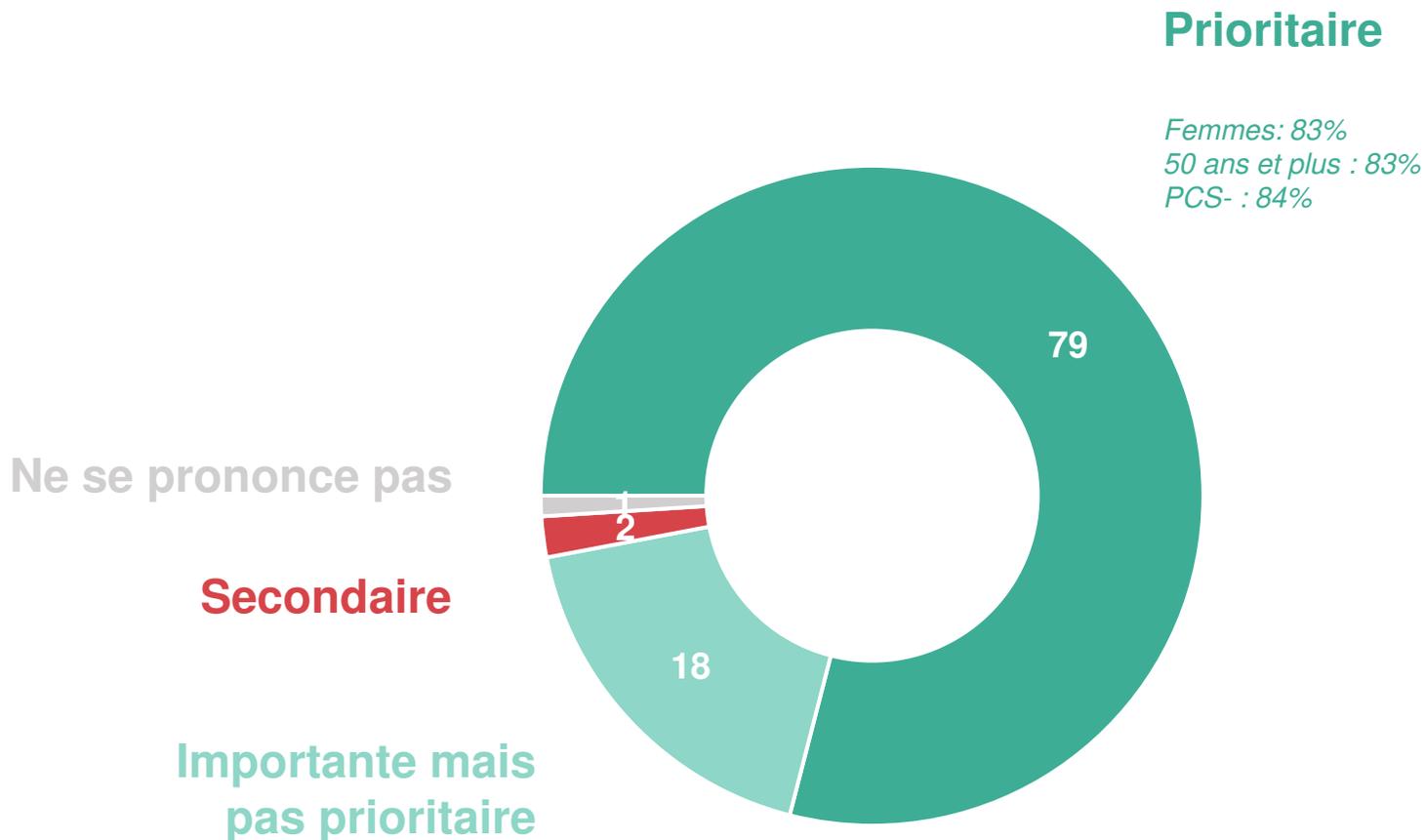


Le harcèlement scolaire, un sujet prioritaire et une volonté de fermeté

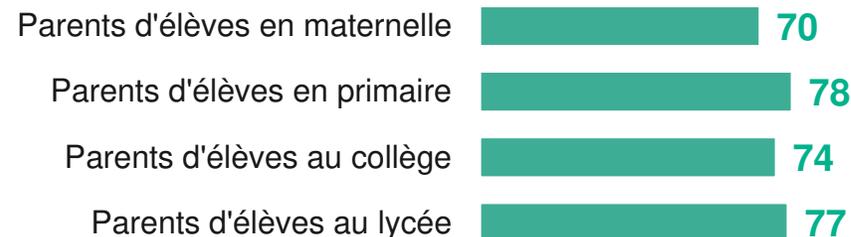
Pour une large majorité de Français, la question du harcèlement scolaire est prioritaire, un sentiment en très légère baisse par rapport à avril 2023. Les parents d'élèves des différents niveaux d'enseignement partagent cette opinion, même si c'est légèrement moins le cas chez ceux ayant des enfants en maternelle

Pour vous personnellement, la question du harcèlement des élèves à l'Ecole est-elle une question... ?

- À tous, en % -



Prioritaire, en %



Moins de la moitié des Français déclarent avoir le sentiment de bien connaître les mesures qui peuvent être appliquées aux élèves qui font subir du harcèlement à leurs camarades. Cette connaissance est néanmoins légèrement majoritaire auprès de l'ensemble des parents d'élèves, de la maternelle au lycée

Personnellement, avez-vous le sentiment de bien ou de mal connaître les mesures qui peuvent être appliquées aux élèves qui font subir du harcèlement à leurs camarades de classe ?

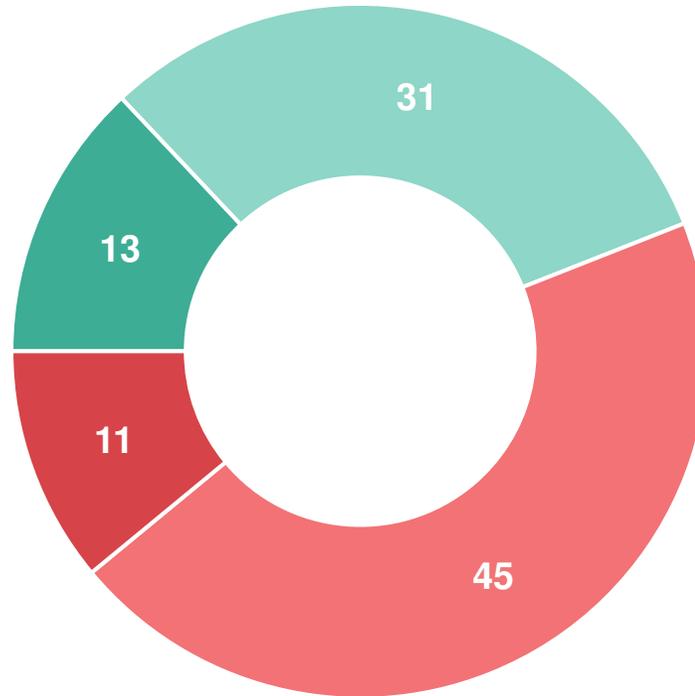
- À tous, en % -

Bien connaître : 44%

Hommes : 48%
Moins de 35 ans : 65%

Mal connaître : 56%

Femmes : 60%
50 ans et plus : 68%



- Très bien connaître
- Plutôt bien connaître
- Plutôt mal connaître
- Très mal connaître

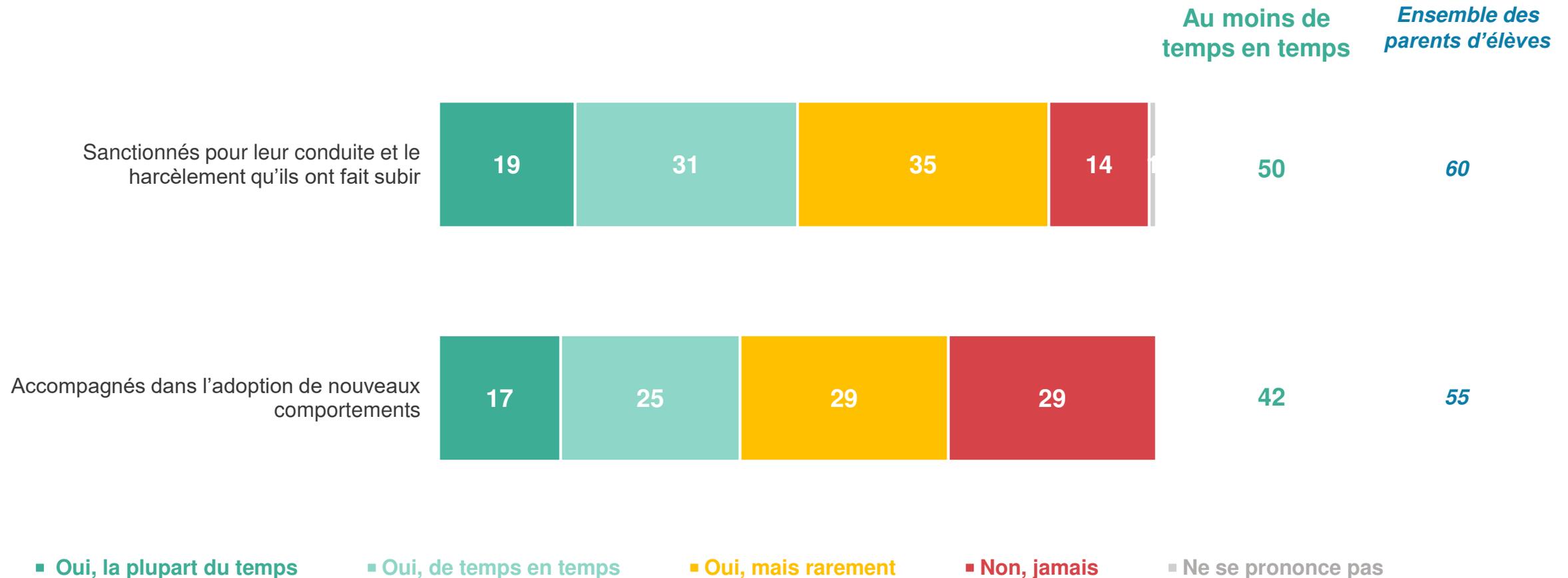
Bien connaître, en %

Parents d'élèves en maternelle	63
Parents d'élèves en primaire	64
Parents d'élèves au collège	61
Parents d'élèves au lycée	59

Aux yeux des Français, les sanctions données aux élèves qui harcèlent et leur accompagnement pour changer de comportement ne sont pas des pratiques encore généralisées, même si une courte majorité des parents d'élèves estiment que c'est au moins de temps en temps le cas

Et plus précisément, de ce que vous en savez ou de l'idée que vous vous en faites, les élèves qui harcèlent leurs camarades de classes sont-ils... ?

- À tous, en % -

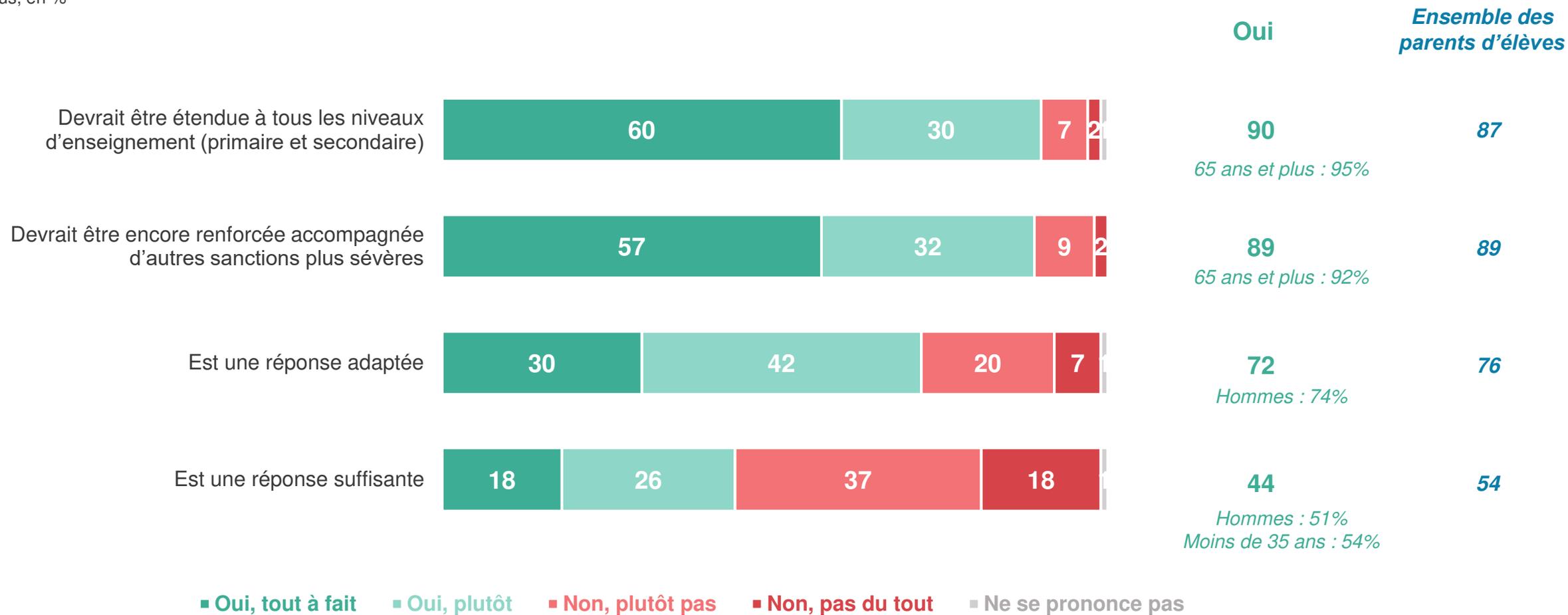


De manière générale, les hommes et les Français âgés de moins de 35 ans estiment davantage que la moyenne que les élèves qui harcèlent leurs camarades sont sanctionnés pour leur conduite et accompagnés dans l'adoption de nouveaux comportements

Si pour près de 3/4 des Français, l'expulsion d'un élève harceleur de son établissement scolaire sans accord préalable de ses parents est une réponse adaptée, seule une minorité d'entre eux jugent la sanction suffisante et près de 9 sur 10 estiment qu'elle devrait être accompagnée de sanctions supplémentaires et généralisée au cycle secondaire

Aujourd'hui, l'une des sanctions les plus dures qui puisse être appliquée contre un élève harceleur est son expulsion de son établissement scolaire (visant à l'éloigner de la victime), sur décision de l'Education nationale, sans avoir besoin de l'accord préalable des parents. Cette mesure concerne uniquement le premier cycle (maternelle, primaire). Personnellement, estimez-vous que cette mesure... ?

- À tous, en % -



Contacts

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur :



www.harris-interactive.com



[Facebook](#)



[Twitter](#)



[LinkedIn](#)

Contacts Harris Interactive en France :

- Jean-Daniel Lévy – Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion – 01 44 87 60 66 – jdlevy@harrisinteractive.fr